

Courrier

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1981)**

Heft 603

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

«oui» ont clairement fait savoir que la centrale projetée n'aurait pas de tours de refroidissement; ils passèrent ensuite aux pressions du genre: «Si vous n'acceptez pas, la centrale sera construite en face, sur l'autre rive du Rhin. La commune en aura les inconvénients (lesquels?), mais pas les impôts.» Et le reste à l'avenant! Il n'y a pas que les statistiques à quoi on puisse faire dire ce qu'on veut... Finalement, le panorama le plus complet¹ (y compris les dates des principales votations populaires, cantonales et fédérales, touchant à la politique énergétique et à Kaiseraugst en particulier) a été brossé tout dernièrement par le «Tages Anzeiger» au long d'une série consacrée, dès le 14.8.1981, à l'«affaire» («chronique 69-81» dans le «TA» du 14 août).

¹ Sur le fond, les publications abondent, là aussi. Les organisations de protection de l'environnement viennent de publier une petite somme (environ 100 pages) mettant en évidence le fait que la preuve du besoin, pour Kaiseraugst et dans le sens de la loi sur l'énergie atomique, n'a pas été apportée: «Ist Kaiseraugst wirklich nötig?» (adresse utile: AVA, c. p. 89, 8910 Affoltern a. A.).

COURRIER

Méandres universitaires (suite et fin)

Ce qu'il est convenu d'appeler «l'affaire Rey» est apparue dans les colonnes de DP au tout début du mois de juillet (DP 598), au long d'une chronique de Jeanlouis Cornuz. Une semaine après (DP 599), l'historien Marc Vuilleumier, mis en cause, donnait son point de vue. Dans le numéro suivant (toujours sous le titre «Méandres universitaires»), Jeanlouis Cornuz protestait, pour lui-même et pour le Groupe d'Olten. Brève accalmie pendant le mois d'août. Mais nous voilà à nouveau sur cette piste. Un peu à notre corps défendant, il faut bien le dire: la polémique qui se développe, non seulement ne peut déboucher sur aucun éclaircissement sur le fond de l'affaire elle-même, mais contribue

aussi à obscurcir le débat plus large sur l'engagement, tel que l'avait situé Marc Vuilleumier dans nos colonnes. Dernier acte dans DP donc, irrévocablement!

Nous devons tout d'abord répondre au vœu de Marc Vuilleumier et publier de quelques précisions de date. Citons un bref passage de sa lettre:

«Je donne acte à J. L. Cornuz que, sur la demande d'amis communs qui avaient reçu, en tant que membres du Groupe d'Olten, l'appel en faveur de J. Rey, il m'a téléphoné, le dimanche 21 juin; je crois volontiers que ce n'est qu'après cette date qu'il a rédigé son article (sans d'ailleurs tenir compte d'un certain nombre de faits que je lui avais mentionnés) et qu'il a signé sa copie de la lettre au Recteur. Mais qu'il veuille bien reconnaître, à son tour, que l'appel «Aux membres romands du Groupe d'Olten» signé Pierre Chappuis est daté du 16 juin; qu'on y lit: «Le mémoire en question ainsi que certaines pièces attenantes du dossier ont été lus par Jeanlouis Cornuz & moi-même»; que, parmi ces pièces, ne pouvait figurer ma lettre à la VPOD puisque, comme l'indique J. L. Cornuz lui-même, elle est datée du 18 juin, soit deux jours après l'appel; que ce dernier se conclut par la phrase: «Si vous êtes d'accord avec une telle action & procédure (dictée par les événements), veuillez renvoyer ladite copie de la lettre dûment signée à Jeanlouis Cornuz /.../ avant le 25 juin»; que cet appel, bien que signé de P. Chappuis seul, montre incontestablement que J. L. Cornuz est l'un des organisateurs de l'action; que je suis donc en droit de dire que ni P. Chappuis ni lui n'ont daigné me demander quoi que ce soit avant de lancer leur appel.»

Nos lecteurs méditeront sur la difficulté qu'il peut y avoir à rétablir les faits dans leur simplicité... et finalement sur la lourde tâche de l'historien, au centre précisément de toute l'«affaire»! Exercice utile cependant si, comme nous le croyons, à partir de ces points de repère-là, l'apaisement est possible entre Marc Vuilleumier et J. L. Cornuz. Mais ce n'est pas tout! Voici la rédaction de «La

Brèche» qui nous demande de préciser que, contrairement à ce qu'écrivait Cornuz, elle n'avait jamais écrit que Marc Vuilleumier avait «tourné casaque», mais qu'elle s'était «étonnée», etc. etc. Et voici encore M^e François Graff, avocat de Jacques Rey dans cette affaire, qui ne peut pas accepter les propos de Marc Vuilleumier à son endroit, les tenant pour «injurieux»: assurons tout de suite cet avocat lausannois que la vive critique de son travail, parue en effet dans nos colonnes sous la signature de M. Vuilleumier, n'enlève rien à l'estime que nous lui devons et que nous ne pensions pas passer là les bornes d'une liberté d'expression bien tempérée. Ouf!

AUTONOMIE

L'aménagement grâce aux tuyaux

Le raccordement au réseau d'eau et à une station d'épuration a été, par la vertu de la législation fédérale et, dans de nombreux cas, cantonale, un moyen efficace d'aménager le territoire.

La dispersion des constructions était, de la sorte, stoppée.

Si, par souci d'autonomie individuelle et d'écologie, on met en œuvre des formules permettant de ne pas être raccordé par des tuyaux à de «plus grands dépotoirs communs», selon la formule de Pierre Lehmann, les règles légales définissant et imposant les zones non constructibles devront être sans équivoque respectées et ces zones, délimitées sur la carte, suffisantes et sans lacunes.

Attention aux profiteurs de «l'autonomie»! Nous sommes parfaitement conscients des brèches que pourraient ouvrir les «chiot'sec» dans l'édifice de l'aménagement du territoire, déjà violemment attaqué par la droite la plus conservatrice. Comme le sont certainement les très nombreux lecteurs qui ont manifesté leur intérêt pour les articles parus dans DP ces dernières semaines et cernant le problème aigu de la «gestion de l'eau potable».